



Le 30 septembre 2015

**UPRIGAZ's answer to consultation on the review  
of the Intergovernmental Agreements Decision**

L'UPRIGAZ s'interroge sur la pertinence de la démarche de la Commission visant à améliorer la transparence des accords conclus avec des tiers et ayant une incidence sur l'approvisionnement de l'Union en énergie et notamment en gaz naturel. Il convient de rappeler en effet qu'avec la libéralisation des marchés du gaz et la suppression des monopoles d'importation, le gaz importé en Europe tant sous forme de GNL que par canalisation s'inscrit désormais uniquement dans le cadre de contrats commerciaux sans intervention publique.

La suppression des clauses de destination a rendu sans objet toute intervention étatique éventuelle.

L'UPRIGAZ ne nie pas l'intérêt politique pour les Etats de conclure des accords intergouvernementaux pouvant notamment englober des grandes orientations de principe dans le domaine énergétique.

Ce nouveau schéma dans lequel l'approvisionnement de l'Europe est assuré par des contrats exclusivement commerciaux n'a jamais donné lieu à des problèmes de sécurité d'approvisionnement. Les acteurs sont attachés à la confidentialité des informations contenues dans les contrats et considèrent que cette configuration assure la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité des fournitures. Toute interventionnisme de la puissance publique qu'elle soit nationale ou européenne et affectant les contrats commerciaux serait inutile et préjudiciable au bon fonctionnement et à la sécurité d'approvisionnement du marché européen. Certaines contreparties pourront en effet délaisser le marché européen au bénéfice du reste du monde.

Par ailleurs, le développement des transactions sur les places de marché inhérent à la mise en place du marché intérieur du gaz naturel assure à tout moment la transparence des transactions sous le contrôle des autorités de régulation. Le règlement REMIT participe à cette transparence du marché.

L'UPRIGAZ note avec satisfaction que les accords commerciaux sont exclus du champ d'application des mesures envisagées. Toutefois, l'UPRIGAZ appelle l'attention de la Commission sur le risque d'une dérive tendant à vouloir imposer les règles relatives aux IGA aux contrats commerciaux conclus avec des entités publiques relevant de pays tiers ainsi qu'aux contrats commerciaux qui pourraient avoir un lien, même tenuous, avec des accords intergouvernementaux, d'autant que la notion d'accord intergouvernemental demeure ambiguë.

Toutefois, dans sa réponse à la consultation publique de la Commission sur une révision du règlement européen de 2010 sur la sécurité d'approvisionnement, l'UPRIGAZ avait vivement marqué son opposition à toute intervention publique dans la négociation et la conclusion des contrats d'achat de gaz ainsi qu'à tout mécanisme de centralisation des achats de gaz. L'UPRIGAZ estime que cet exposé liminaire précise sa philosophie en matière d'approvisionnement de l'Union européenne et rend donc sans objet une réponse détaillée au questionnaire portant sur des mesures qui lui apparaissent inefficaces et dangereuses.